

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

10 juillet 2019

PROPOSITION DE LOI**relative aux règles d'imposition des bénéfices
des sociétés ayant une présence numérique
significative**

(déposée par Mme Vanessa Matz)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

BUITENGEWONE ZITTING 2019

10 juli 2019

WETSVOORSTEL**houdende belastingregels op de winsten
van bedrijven met een aanmerkelijke digitale
aanwezigheid**

(ingediend door mevrouw Vanessa Matz)

RÉSUMÉ

La proposition de loi vise à mettre en œuvre, au niveau belge, les objectifs sous-jacents de la directive de l'Union européenne 2018/0072 (CNS) sur la présence numérique, développant de nouveaux critères prenant en compte le caractère immatériel de cette activité économique. De la sorte, il est veillé à la justice fiscale et à rétablir un juste niveau de taxation de ces géants du numérique.

SAMENVATTING

Het wetsvoorstel strekt tot tenuitvoerlegging in België van de onderliggende doelstellingen van het voorstel voor een Richtlijn van de Raad (2018/0072) (CNS) tot vaststelling van regels betreffende de vennootschapsbelasting op een aanmerkelijke digitale aanwezigheid. Daarbij wordt voorzien in nieuwe criteria, die rekening houden met de immateriële aard van die economische activiteit. Het is de bedoeling aldus te zorgen voor fiscale rechtvaardigheid en die "digitale reuzen" aan een billijk belastingniveau te onderwerpen.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 3483/001.

Les règles internationales en matière d'impôts sur les sociétés ne sont plus adaptées aux réalités de l'économie moderne mondiale et ne permettent pas d'englober les modèles d'entreprises pouvant dégager des bénéfices dans un pays à partir de services numériques sans y être présent physiquement.

La réglementation fiscale actuelle ne reconnaît pas les nouvelles méthodes qui permettent de dégager des bénéfices dans le monde numérique, en particulier le rôle que jouent les utilisateurs dans la production de valeur pour les entreprises numériques.

Il existe dès lors une déconnexion – ou une “inadéquation” – entre le lieu où la valeur est créée et celui où elle est imposée. “Dans l'économie numérique, la valeur est souvent créée à partir de la combinaison d'algorithmes, de données utilisateur, de fonctions commerciales et de connaissances. Par exemple, un utilisateur contribue à la création de valeur en partageant ses préférences (par exemple, en aimant une page) sur un réseau social. Ces données seront par la suite utilisées et monétisées à des fins de publicité ciblée. Les bénéfices ne sont pas nécessairement imposés dans le pays de l'utilisateur (et du destinataire du message publicitaire), mais plutôt dans le pays dans lequel les algorithmes publicitaires ont été développés, par exemple. La contribution de l'utilisateur aux bénéfices n'est donc pas prise en compte lors de l'imposition de la société.”¹

Les GAFA² innoveront, c'est entendu, et certaines de leurs innovations dans la médecine, l'éducation, l'information, la vie quotidienne, la productivité, le divertissement amélioreront considérablement nos conditions de vie. Pour autant faut-il continuer à leur concéder un privilège fiscal inouï, inaccessible à n'importe quelle entreprise familiale ou PME, celui de choisir le pays où elles vont payer leurs impôts? Et cela en toute légalité!

¹ https://ec.europa.eu/taxation_customs/business/company-tax/fair-taxation-digital-economy_fr.

² Les GAFA sont les grandes entreprises américaines du numérique: Google, Apple, Facebook, Amazon. Elles ont dorénavant leurs contreparties chinoises: les BATX. L'Europe ne dispose pas de tels géants.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 3483/001.

De internationale regels inzake vennootschapsbelasting zijn niet langer aangepast aan de realiteit van de hedendaagse wereldwijde economie. Ze kunnen niet gelden voor de ondernemingsmodellen die via digitale diensten winst kunnen maken in een land zonder er fysiek aanwezig te zijn.

De bestaande fiscale regelgeving is niet afgestemd op de nieuwe methodes die de mogelijkheid bieden winst te maken in de digitale wereld, en in het bijzonder op de rol die de gebruikers spelen in het creëren van waarde voor de digitale ondernemingen.

Er is bijgevolg sprake van een loskoppeling – of het niet op elkaar afgestemd zijn – van de plaats waar de waarde wordt gecreëerd en die waar die waarde wordt belast. “*In the digital economy, value is often created from a combination of algorithms, user data, sales functions and knowledge. For example, a user contributes to value creation by sharing his/her preferences (e.g. liking a page) on a social media forum. This data will later be used and monetised for targeted advertising. The profits are not necessarily taxed in the country of the user (and viewer of the advert), but rather in the country where the advertising algorithms has been developed, for example. This means that the user contribution to the profits is not taken into account when the company is taxed.*”¹.

De GAFA's² innoveren – dat is onmiskenbaar. Bovendien is er een aanzienlijke verbetering van onze levensomstandigheden door sommige van hun innovaties (in de geneeskunde, het onderwijs, de informatietechnologie, het dagelijks leven, de productiviteit of de vrijetijdsbesteding). Dat mag evenwel geen reden zijn om die ondernemingen een ongezien fiscaal voorrecht te blijven gunnen waarop geen enkel familiebedrijf of kmo aanspraak kan maken: het feit dat ze, volkomen legaal, kunnen kiezen in welk land ze belastingen betalen.

¹ https://ec.europa.eu/taxation_customs/business/company-tax/fair-taxation-digital-economy_en.

² De GAFA's zijn de grote Amerikaanse digitale bedrijven Google, Apple, Facebook en Amazon. Daar staan thans ook Chinese bedrijven tegenover: de BATX. Europa heeft geen dergelijke “digitale reuzen”.

Le 4 octobre 2017, la Commissaire européenne Mme Vestager faisait ainsi observer que dans l'Union Européenne, les entreprises numériques paient ainsi en moyenne 9 % d'impôts, contre 23 % pour les autres sociétés.³

Les principes du droit fiscal international, élaborés par l'OCDE à partir des années 1960, sur la base des travaux de la Société des Nations remontant aux années 1920, influencent plusieurs milliers de conventions fiscales bilatérales entre États. Élaborés pour éviter qu'une même activité économique ne soit taxée dans plusieurs états, plusieurs de ces principes ont mal vieilli et aboutissent à des situations où certains revenus ne sont taxés nulle part.

Ces principes sont aujourd'hui dépassés et particulièrement mal adaptés à l'émergence des activités numériques. Celles-ci se retrouvent hors champ des critères de localisation matérielle traditionnellement utilisés, liés à des indices tels que la présence d'établissements physiques ou de représentants légaux. Les entreprises concernées en profitent alors pour domicilier l'ensemble de leurs bénéfices dans des pays ayant un niveau de fiscalité faible ou dans les paradis fiscaux.

Une part significative du résultat réalisé par les "GAFA" échappe ainsi à l'impôt, leur permettant de gonfler significativement le bénéfice de leur activité par rapport aux entreprises d'autres secteurs. Selon le rapport des députés européens Paul Tang et Alain Lamassoure, Google et Facebook ont ainsi économisé à l'échelle de l'Union Européenne près de 5,4 milliards d'euros d'impôts entre 2013 et 2015⁴. Aujourd'hui, nous apprenons que Google a transféré légalement 20 milliards de dollars des Pays-Bas vers une société écran aux Bermudes, paradis fiscal bien connu.

En Europe, de nombreuses multinationales ont ainsi la possibilité d'arbitrer entre les différents régimes fiscaux nationaux en raison de leur localisation – réelle ou fictive –, en jouant sur les transferts de profits arbitraires vers le pays moins-disant, fiscalement parlant, par le mécanisme des prix de transfert internes.

Depuis 15 ans, la Commission européenne multiplie les tentatives d'harmonisation de l'impôt des sociétés. En vain! Car l'Irlande, Malte, le Luxembourg et les Pays-Bas agitent la menace du veto pour tout bloquer. La Belgique ne fait preuve d'aucun zèle sur ce dossier, car elle n'a pas renoncé à imiter ses voisins. La règle

Op 4 oktober 2017 merkte Europees Commissaris Vestager op dat de digitale bedrijven in de Europese Unie gemiddeld 9 % belastingen betalen, terwijl het bij de andere bedrijven om 23 % gaat.³

De beginselen van het internationaal fiscaal recht, die sinds de jaren 1960 van de vorige eeuw door de OESO werden uitgewerkt op basis van de werkzaamheden van de Volkenbond in de jaren 1920, hebben een invloed op duizenden bilaterale fiscale verdragen tussen Staten. Die beginselen kwamen tot stand om te voorkomen dat een zelfde economische activiteit in meerdere landen zou worden belast. Tal van die beginselen hebben de tand des tijds niet doorstaan en leiden ertoe dat sommige inkomsten nergens worden belast.

Die beginselen zijn achterhaald en allerm minst aangepast aan de opkomende digitale activiteiten. Ze vallen buiten de traditioneel gehanteerde criteria inzake materiële lokalisatie, waarbij rekening wordt gehouden met aspecten zoals de aanwezigheid van fysieke vestigingen of van wettelijke vertegenwoordigers. De betrokken ondernemingen maken van die situatie gebruik om al hun winsten over te hevelen naar landen met lage belastingtarieven of naar fiscale paradijzen.

Een heel groot deel van de door de GAFA's geboekte resultaten ontsnapt aldus aan belasting, waardoor die ondernemingen veel meer winst uit hun activiteiten kunnen halen dan bedrijven in andere sectoren. Volgens het verslag van de Europarlementsleden Paul Tang en Alain Lamassoure hebben Google en Facebook tussen 2013 en 2015 in de hele Europese Unie aldus bijna 5,4 miljard euro aan belastingen kunnen uitsparen⁴. Thans vernemen we dat Google volkomen legaal 20 miljard dollar heeft versluisd van Nederland naar een schermbedrijf op Bermuda, een notoir belastingparadijs.

In Europa hebben veel multinationals dus de mogelijkheid om te schipperen tussen de verschillende nationale belastingstelsels, naargelang de plaats waar zij – reëel of fictief – gevestigd zijn. Ze sluizen daarbij eigenmachtig winsten door naar de landen met de laagste belastingdruk, via het mechanisme van interne verrekenprijzen.

De afgelopen 15 jaar heeft de Europese Commissie talrijke pogingen ondernomen om de vennootschapsbelasting te stroomlijnen, maar dat was tevergeefs. Ierland, Malta, Luxemburg en Nederland dreigen er namelijk mee bij veto alles te blokkeren. België legt niet de minste ijver aan de dag in dit dossier, want ons land

³ https://www.rtf.be/info/medias/detail_l-autriche-va-introduire-une-taxe-gafa-a-la-suite-de-la-france?id=10107704.

⁴ <http://www.assemblee-nationale.fr/15/propositions/pion1532.asp>.

³ https://www.rtf.be/info/medias/detail_l-autriche-va-introduire-une-taxe-gafa-a-la-suite-de-la-france?id=10107704.

⁴ <http://www.assemblee-nationale.fr/15/propositions/pion1532.asp>.

de l'unanimité, ce redoutable verrou à toute décision européenne, sévit en matière fiscale, une anomalie d'un autre âge dont une réforme des traités doit absolument nous débarrasser. Faire entrer en vigueur cette imposition au niveau européen notre objectif. Mais entre-temps, il faut s'attaquer directement au problème spécifique de l'imposition des GAFA. Car le cas des GAFA présente à la fois une urgence – il y a un vide juridique – et une singularité – leurs activités se prête particulièrement à éluder l'impôt.

Il convient dans cette perspective de taxer à un juste niveau les géants du numérique en reprenant les règles envisagées dans le projet de directive européenne 2018/0072 (CNS) et de la sorte, définir dans le droit national la notion d'établissement belge pour les entreprises numériques.

Il s'agit d'une question de justice fiscale, notamment vis-à-vis des opérateurs économiques traditionnels implantés au cœur de nos territoires qui contribuent à notre système d'imposition et de sécurité sociale via les cotisations sociales, le précompte immobilier, la TVA ou encore l'impôt sur les sociétés.

De plus, parfois contrairement aux idées reçues, les GAFA induisent une empreinte écologique conséquente dont la croissance est exponentielle, notamment dans la perspective de l'interconnexion des choses (équipements). Le secteur produirait déjà autant de carbone que l'aviation. À titre d'exemple, les "fermes de serveurs", qui tournent 24 heures sur 24 consomment des quantités considérables d'énergie. En 2007, le seul Google consommait déjà à l'époque 2,1 térawattheures par an, soit l'équivalent, de la production de deux centrales nucléaires. Selon le rapport *Clicking Clean* de Greenpeace publié le 10 janvier 2017, le secteur informatique représente environ 7 % de la consommation mondiale d'électricité⁵.

D'ici 2020, le trafic Internet mondial devrait avoir triplé. L'empreinte écologique du réseau sera ainsi encore plus importante, du fait notamment de l'augmentation de notre consommation personnelle de données et du nombre d'utilisateurs à l'échelle mondiale, qui devrait passer de trois milliards aujourd'hui à plus de quatre milliards d'ici à la fin de la décennie.⁶

blijft doen zoals de buurlanden. De unanimiteitsregel, de geduchte hinderpaal voor elke Europese beslissing, geldt in belastingzaken. Dit is een anomalie uit vervlogen tijden die absoluut moet worden weggewerkt door een hervorming van de verdragen. Het is onze doelstelling die belasting op Europees niveau in werking te doen treden. Intussen moet echter het specifieke probleem van de belastingheffing op de GAFA's rechtstreeks worden aangepakt. De kwestie is ook dringend, omdat er een rechtsvacuüm is en heel specifiek omdat hun activiteiten zich uitstekend lenen voor belastingontwijking.

In dit licht daarvan is het noodzakelijk om de "digitale reuzen" aan een billijke belasting te onderwerpen door de bepalingen van het voorstel voor een richtlijn van de Raad (2018/0072) (CNS) tot vaststelling van regels betreffende de vennootschapsbelasting op een aanmerkelijke digitale aanwezigheid over te nemen, en aldus in de nationale wetgeving het begrip "Belgische vestiging voor digitale bedrijven" vast te leggen.

Het gaat daarbij om fiscale billijkheid, in het bijzonder ten aanzien van de traditionele economische actoren die op ons grondgebied gevestigd zijn en die via sociale bijdragen, onroerende voorheffing, btw en vennootschapsbelasting bijdragen aan ons socialezekerheidsstelsel.

Voorts veroorzaken de GAFA's, soms in tegenstelling tot de gangbare opvattingen, voor een grote ecologische voetafdruk waarvan de toename exponentieel is, met name bij de onderlinge verwevenheid van zaken (uitrusting). De sector zou al evenveel koolstof produceren als de luchtvaart; "Server farms" bijvoorbeeld, die de klok rond werken, verbruiken heel veel energie. In 2007 verbruikte alleen al Google 2,1 terawattuur elektriciteit per jaar, wat overeenkomt met de opgewekte energie van twee kerncentrales. Volgens het Greenpeace-rapport *Clicking Clean*, gepubliceerd op 10 januari 2017, is de IT-sector goed voor ongeveer 7 % van het wereldwijde elektriciteitsverbruik⁵.

Tegen 2020 zal het wereldwijde internetverkeer naar verwachting verdrievoudigen. Dit zal de ecologische voetafdruk van het netwerk nog zwaarder maken, onder meer door een verhoogd persoonlijk gebruik van data, én door het toenemend aantal gebruikers wereldwijd (dat aantal zal naar verwachting stijgen van de huidige drie miljard tot meer dan vier miljard tegen het einde van dit decennium⁶).

⁵ [https://secured-static.greenpeace.org/austria/Global/austria/dokumente/Clicking %20Clean %202017.pdf](https://secured-static.greenpeace.org/austria/Global/austria/dokumente/Clicking%20Clean%202017.pdf).

⁶ <http://www.assemblee-nationale.fr/15/propositions/pion1532.asp>.

⁵ [https://secured-static.greenpeace.org/austria/Global/austria/dokumente/Clicking %20Clean %202017.pdf](https://secured-static.greenpeace.org/austria/Global/austria/dokumente/Clicking%20Clean%202017.pdf).

⁶ <http://www.assemblee-nationale.fr/15/propositions/pion1532.asp>.

Selon certaines estimations, la pollution générée par l'industrie du net et son impact sur le climat sont équivalents à ceux du secteur de l'aviation.

En outre, les usages induits par l'activité de vente des GAFA se traduisent par une multiplication des divers trafics (aériens, maritimes et terrestres) liés aux transports et livraisons et donc par une augmentation de la consommation d'énergies fossiles, de la pollution et des émissions de CO₂.

Finalement, les GAFA sont à notre époque ce que furent à la leur, les grandes firmes de l'électricité, de l'automobile, de la chimie, de l'électronique: elles jouissent du monopole lié à une innovation technologique majeure qui transforme l'économie. Elles bénéficient de tels (quasi) monopoles sur une échelle sans précédent, avec deux conséquences: d'une part, un pouvoir de marché considérable, c'est-à-dire une capacité de fixer le prix bien au-dessus du coût, source de profits gigantesques, le plus souvent sous forme de capitalisation boursière; et d'autre part un écrasement des salaires médians qui, selon des rapports discutés cet été à Jackson Hole (Wyoming) entre banquiers centraux, est lié à la concentration du pouvoir économique.

Notre pays doit s'inscrire dans cette dynamique et lancer des procédures de juste taxation au niveau national avec comme objectif final de susciter la seule solution satisfaisante au niveau européen, le niveau pertinent en l'occurrence.

L'auteur vise dans le présent texte à réformer les règles relatives à l'imposition des sociétés de telle sorte que les bénéfices soient enregistrés et taxés là où les entreprises ont une interaction importante avec les utilisateurs par l'intermédiaire de canaux numériques. Cette option constitue la solution à long terme. Par ailleurs, l'auteur propose un second texte visant à instaurer une taxe provisoire portant sur les principales activités numériques qui échappent actuellement à toute forme d'imposition dans l'UE.

Volgens sommige schattingen zijn de vervuiling en de klimaatgevolgen die door de internetindustrie worden teweeggebracht, gelijkwaardig aan die van de luchtvaartsector.

Bovendien veroorzaken de werkwijzen bij de verkoopactiviteiten van de GAFA's méér verkeer (te land, ter zee en in de lucht) voor het vervoer en de leveringen, en dus tot een toename van het verbruik van fossiele energie, vervuiling en CO₂-uitstoot.

Uiteindelijk zijn de GAFA's thans wat indertijd de grote electriciteits-, automobiel-, chemie- en elektronicabedrijven waren: het zijn bedrijven met een monopoliepositie die ze hebben verworven dankzij een belangrijke technologische innovatie die de economie verandert. Zij bezitten een (bijna-)monopoliepositie van ongeziene omvang, waarvan de gevolgen tweeledig zijn: enerzijds een aanzienlijke greep op de markt, dat wil zeggen het vermogen om de prijs ruim boven de kostprijs vast te stellen, wat leidt tot enorme winsten, meestal in de vorm van beurskapitalisatie, en anderzijds een forse daling van de mediane lonen die, volgens de rapporten die deze zomer in Jackson Hole (Wyoming) tussen de centrale banken zijn besproken, verband houdt met de concentratie van economische macht.

België moet daarop inspelen en in eigen land billijke belastingen instellen. Het uiteindelijke doel is om op Europees niveau (ter zake het enige relevante niveau) tot de enige bevredigende oplossing te komen.

De indiener wil met dit wetsvoorstel de regels inzake vennootschapsbelasting hervormen, zodat de winsten wordt geregistreerd en belast daar waar bedrijven via digitale weg veel met gebruikers interageren. Die optie is de oplossing op lange termijn. Daarnaast stelt de indiener een tweede tekst voor om een voorlopige belasting in te stellen op de belangrijkste digitale activiteiten die momenteel aan elke vorm van belasting in de EU ontsnappen.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Champ d'application

Point I

La notion de présence numérique significative vise à établir un lien imposable dans une juridiction. Par conséquent, elle devrait être considérée comme un complément à la notion existante d'établissement belge. Les règles proposées pour établir un lien imposable d'une entreprise numérique en Belgique sont fondées sur les produits tirés de la fourniture de services numériques, le nombre d'utilisateurs de services numériques ou le nombre de contrats pour un service numérique. Ces critères seraient utilisés pour déterminer l'"empreinte numérique" d'une entreprise dans une juridiction sur la base de certains indicateurs de l'activité économique. Ils devraient traduire le fait que l'activité des entreprises numériques repose sur une large base d'utilisateurs, sur la participation des utilisateurs et sur les contributions d'utilisateur, et faire apparaître la valeur créée par les utilisateurs pour ces entreprises. Les critères devraient être adaptés aux différents types de modèles d'affaire. Les modèles d'affaire numériques sont très hétérogènes. Certains peuvent reposer sur une très large base d'utilisateurs, tandis que d'autres avec une base d'utilisateurs plus restreinte peuvent néanmoins se prévaloir de contributions d'utilisateurs importantes si chaque utilisateur apporte une grande valeur. En outre, les critères devraient garantir un traitement comparable dans les différents États membres, quelle que soit leur taille, et laisser de côté les cas négligeables.

Pour les trois critères susmentionnés reposant sur les utilisateurs (produits, nombre d'utilisateurs et nombre de contrats), différents seuils applicables sont fixés. On parle de présence numérique significative en Belgique si un ou plusieurs des critères suivants sont remplis: si les produits tirés de la fourniture de services numériques à des utilisateurs dans une juridiction excèdent 7 000 000 euros au cours d'une période d'imposition, si le nombre d'utilisateurs d'un service numérique dans un État membre dépasse 100 000 au cours d'une période d'imposition ou si le nombre de contrats commerciaux portant sur des services numériques est supérieur à 3 000.

Il est essentiel que chaque seuil soit fixé à un niveau suffisamment élevé pour exclure de façon certaine les cas négligeables pour lesquels les bénéfices attribuables à une présence numérique ne couvriraient même pas les coûts de conformité fiscale d'un établissement belge; la

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELN

Artikel 2

Toepassingsgebied

Punt I

Met het begrip "aanmerkelijke digitale aanwezigheid" wordt beoogd een belastbare nexus in een rechtsgebied te bepalen. Daarom moet het worden beschouwd als een aanvulling op het bestaande begrip "Belgische inrichting". De regels die worden voorgesteld voor de bepaling van een belastbare nexus van een digitaal bedrijf in België, zijn gebaseerd op inkomsten uit de levering van digitale diensten, het aantal gebruikers van digitale diensten of het aantal overeenkomsten voor een digitale dienst. Deze criteria zijn factoren voor het bepalen van de "digitale voetafdruk" van een bedrijf in een rechtsgebied op basis van bepaalde indicatoren van de economische bedrijvigheid. Zij moeten aanknopen bij het feit dat digitale bedrijven steunen op een brede gebruikersbasis, op gebruikersinbreng en op gebruikersbijdragen; daarenboven moeten zij de door de gebruikers gecreëerde waarde voor die bedrijven duidelijk maken. Verschillende soorten bedrijfsmodellen moeten onder deze criteria vallen. Digitale bedrijfsmodellen zijn zeer heterogeen. Sommige kunnen een zeer brede gebruikersbasis hebben, terwijl andere een smallere gebruikersbasis hebben, maar toch nog altijd kunnen buigen op aanmerkelijke gebruikersbijdragen als elke individuele gebruiker een grote waarde bijdraagt. De criteria moeten ook een vergelijkbare behandeling in de verschillende lidstaten garanderen, ongeacht omvang; daarnaast moeten ze de onbeduidende gevallen buiten beschouwing laten.

Voor de drie voormelde gebruikersgerelateerde criteria (inkomsten, aantal gebruikers en aantal overeenkomsten), zijn verschillende drempels vastgesteld. Er is sprake van een aanmerkelijke digitale aanwezigheid in België wanneer aan één of meer van de volgende criteria is voldaan: de inkomsten uit de levering van digitale diensten aan gebruikers in een rechtsgebied zijn hoger dan 7 000 000 euro in een belastingtijdvak, het aantal gebruikers van een digitale dienst in een lidstaat is hoger dan 100 000 in een belastingtijdvak, of het aantal zakelijke overeenkomsten voor digitale diensten is hoger dan 3 000.

Het is van wezenlijk belang dat elke drempel voldoende hoog wordt vastgesteld om met zekerheid de onbeduidende gevallen waarin de aan een digitale aanwezigheid toerekenbare winsten zelfs niet de fiscale nalevingskosten voor een vaste inrichting zouden dekken, uit te sluiten

proportionnalité de la mesure serait ainsi garantie lors du recours à l'un de ces trois seuils. Le seuil applicable aux produits est fixé de façon à couvrir les coûts de mise en conformité estimés qu'impliquerait l'exploitation d'un établissement belge, même à de faibles taux. Le seuil concernant le nombre d'utilisateurs devrait correspondre à une valeur équivalente en termes monétaires reposant sur les produits moyens par utilisateur. Le seuil relatif au nombre de contrats commerciaux est établi en fonction du fait que seuls les contrats "d'entreprise à entreprise" devraient être pris en compte, car la valeur représentée par ces contrats est susceptible d'être plus importante que celle des contrats conclus avec des particuliers. Par conséquent, un seuil concernant le nombre de contrats conclus entre entreprises devrait être nettement inférieur à un seuil fondé sur les utilisateurs.

Point II

Les règles proposées pour l'affectation des bénéfices à une présence numérique significative reposent sur le cadre actuel applicable aux établissements belge. Elles confirment le principe selon lequel il convient d'attribuer à une présence numérique significative les bénéfices qui auraient été tirés de certaines activités économiques substantielles effectuées par l'intermédiaire d'une interface numérique, en particulier dans ses opérations internes avec d'autres parties de l'entreprise, s'il s'était agi d'une entreprise distincte et indépendante exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues, compte tenu des actifs utilisés, des fonctions exercées et des risques assumés. Par conséquent, l'approche autorisée de l'OCDE (AAO) demeure le principe sous-jacent en matière d'attribution des bénéfices à une présence numérique significative. Cela étant dit, le cadre doit être adapté de manière cohérente afin de tenir compte de la façon dont la valeur est créée dans les activités numériques. En effet, dans l'analyse fonctionnelle de l'établissement belge, le critère des fonctions humaines importantes qui est pertinent pour la prise de risque et la propriété économique des actifs dans le contexte des activités numériques n'est pas suffisant pour garantir une attribution des bénéfices à la présence numérique significative qui tienne compte de la création de valeur. Cette situation se produit lorsqu'une présence numérique significative opère par l'intermédiaire d'une interface numérique sans présence physique dans une certaine juridiction ou lorsqu'aucune fonction humaine importante n'est exercée dans la juridiction de la présence numérique significative.

Dans l'analyse fonctionnelle de la présence numérique significative, les activités réalisées par l'entreprise par

en op die manier te garanderen dat de toepassing van deze drie drempels geen afbreuk doet aan de evenredigheid van de maatregel. De inkomstendrempel is vastgesteld op een dusdanig niveau dat de geraamde nalevingskosten voor de exploitatie van een Belgische inrichting zijn gedekt, zelfs bij lage tarieven. De drempel met betrekking tot het aantal gebruikers moet een vergelijkbaar niveau weerspiegelen in termen van geld, op basis van gemiddelde inkomsten per gebruiker. De drempel met betrekking tot het aantal zakelijke overeenkomsten moet duidelijk maken dat er alleen rekening moet worden gehouden met overeenkomsten tussen bedrijven, want de waarde van die overeenkomsten is doorgaans groter dan die van overeenkomsten met particulieren. Een drempel met betrekking tot het aantal b2b-overeenkomsten moet dus aanzienlijk lager zijn dan een op gebruikers gebaseerde drempel.

Punt II

De regels die worden voorgesteld voor de toerekening van de winsten aan een aanmerkelijke digitale aanwezigheid, bouwen voort op het bestaande kader dat van toepassing is op de Belgische inrichtingen. Zij bevestigen het beginsel dat aan een aanmerkelijke digitale aanwezigheid de winsten moeten worden toegerekend die zouden zijn verwezenlijkt dankzij de uitoefening van bepaalde wezenlijke economische activiteiten via een digitale interface, met name in haar handelingen met andere onderdelen van de onderneming, alsof het een afzonderlijke en onafhankelijke onderneming betreft die dezelfde of soortgelijke activiteiten onder dezelfde of soortgelijke omstandigheden uitoefent, rekening houdende met de gebruikte activa, met de uitgeoefende functies en met de gedragen risico's. De "*Authorised OECD Approach*" (AOA) blijft dus het onderliggende beginsel voor de toerekening van de winsten aan een aanmerkelijke digitale aanwezigheid. Dat kader moet evenwel op consequente wijze worden aangepast om rekening te houden met de manier waarop waarde wordt gecreëerd bij digitale bedrijvigheid. Bij de functionele analyse van de Belgische inrichting kan het criterium van de sleutelfuncties die relevant zijn voor het aangaan van risico's en voor de economische eigendom van activa in de context van digitale bedrijvigheid, immers niet garanderen dat de winst aan de aanmerkelijke digitale aanwezigheid wordt toegerekend in lijn met de waarde die wordt gecreëerd. Die situatie doet zich voor wanneer een aanmerkelijke digitale aanwezigheid actief is via een digitale interface zonder enige vorm van fysieke aanwezigheid in een bepaald rechtsgebied of wanneer er geen sleutelfuncties worden uitgeoefend in het rechtsgebied van de aanmerkelijke digitale aanwezigheid.

Bij de functionele analyse van de aanmerkelijke digitale aanwezigheid moeten activiteiten die worden

l'intermédiaire d'une interface numérique en relation avec des données et des utilisateurs devraient être considérées comme des fonctions importantes sur le plan économique qui sont pertinentes pour l'attribution de la propriété économique des actifs et des risques à la présence numérique significative. L'attribution des bénéfices devrait prendre en compte le développement, l'amélioration, la maintenance, la protection et l'exploitation d'actifs incorporels dans l'exécution des activités économiquement significatives par la présence numérique, même si celles-ci ne sont pas liées à des fonctions humaines en Belgique. Par exemple, en attirant de nouveaux utilisateurs sur un réseau social, l'ensemble des actifs incorporels qui seraient attribuables à l'entreprise du réseau social joue un rôle essentiel dans la garantie des externalités positives de réseau, c'est-à-dire que les utilisateurs sont en mesure de se connecter à un grand nombre d'autres utilisateurs. L'élargissement du réseau qui est assuré par la présence numérique significative améliore ce même ensemble d'actifs incorporels. Cet ensemble d'actifs incorporels serait encore amélioré par le traitement de données au niveau de l'utilisateur pour permettre au réseau social de vendre des espaces publicitaires à un prix plus élevé étant donné que les espaces publicitaires sont personnalisés en fonction des intérêts des utilisateurs.

Il s'ensuit que les fonctions liées au développement, à l'amélioration, à la maintenance, à la protection et à l'exploitation d'actifs incorporels uniques seraient typiques d'une présence numérique significative. Chacune des activités économiquement significatives contribue à la création de valeur dans les modèles d'affaire numériques d'une manière unique et fait partie intégrante de ces modèles. La méthode du partage des bénéfices serait par conséquent souvent considérée comme la méthode la plus adaptée pour attribuer des bénéfices à la présence numérique significative. Dans ce contexte, des facteurs potentiels de partage pourraient inclure les frais encourus pour des activités de recherche, de développement et de commercialisation (attribuables à la présence numérique significative par rapport aux frais attribuables au siège et/ou à toute autre présence numérique significative dans d'autres États membres), ainsi que le nombre d'utilisateurs dans un État membre et les données recueillies pour chaque État membre.

Les règles proposées n'établissent que les principes généraux d'affectation des bénéfices à une présence numérique significative étant donné que des orientations plus spécifiques concernant l'affectation des bénéfices pourraient être élaborées dans les enceintes internationales compétentes ou au niveau de l'Union.

verricht door de onderneming via een digitale interface en die verband houden met data en gebruikers, worden aangemerkt als economisch wezenlijke functies die relevant zijn voor de toerekening van de economische eigendom van activa en van risico's aan de aanmerkelijke digitale aanwezigheid. De winsttoerekening moet rekening houden met de ontwikkeling, de uitbreiding, het onderhoud, de bescherming en de exploitatie van immateriële activa bij de uitoefening van de economisch wezenlijke activiteiten door de digitale aanwezigheid, ook als deze geen verband houden met door personen uitgeoefende functies in België. Bij het aantrekken van nieuwe gebruikers op een sociaal netwerk bijvoorbeeld is het geheel van immateriële activa die toe te rekenen zouden zijn aan het bedrijf van het sociale netwerk, van cruciaal belang om de positieve externe factoren van het netwerk te garanderen, dat wil zeggen het feit dat de gebruikers zich met een groot aantal andere gebruikers kunnen verbinden. De uitbreiding van het netwerk die via de aanmerkelijke digitale aanwezigheid wordt gerealiseerd, versterkt datzelfde geheel van immateriële activa. Dit geheel van immateriële activa zou nog méér worden versterkt als data op gebruikersniveau worden verwerkt, waardoor het sociale netwerk advertentieruimte zou kunnen verkopen tegen een meerprijs, aangezien deze ruimte op de interesses van de gebruikers is afgestemd.

Hieruit vloeit voort dat de functies met betrekking tot de ontwikkeling, de uitbreiding, het onderhoud, de bescherming en de exploitatie van unieke immateriële activa typisch zijn voor een aanmerkelijke digitale aanwezigheid. Elk van de economisch wezenlijke activiteiten draagt op een unieke wijze bij tot de waardecreatie in de digitale bedrijfsmodellen en maakt integraal deel uit van die modellen. De profit-splitmethode zou dus vaak de meest geschikte methode kunnen vormen om winsten toe te rekenen aan de aanmerkelijke digitale aanwezigheid. In dit verband zijn mogelijke splitsingsfactoren onder andere de kosten voor onderzoek, ontwikkeling en marketing (toerekenbaar aan de aanmerkelijke digitale aanwezigheid ten opzichte van de kosten die toerekenbaar zijn aan het hoofdhuis en/of aan andere aanmerkelijke digitale aanwezigheden in andere lidstaten), het aantal gebruikers in een lidstaat en de per lidstaat verzamelde data.

De voorgestelde regels leggen alleen de algemene beginselen voor de toerekening van winsten aan een aanmerkelijke digitale aanwezigheid vast, terwijl specifiekere richtsnoeren inzake winsttoerekening kunnen worden opgesteld in de passende internationale fora of op EU-niveau.

Article 3

Limitation des données recueillies auprès des utilisateurs

Cet article ne nécessite pas de commentaires particuliers.

Article 4

Transposition

Cet article ne nécessite pas de commentaires particuliers.

Article 5

Dispositions finales

Cet article ne nécessite pas de commentaires particuliers.

Vanessa MATZ (cdH)

Artikel 3

Beperking ten aanzien van de van gebruikers verzamelde data

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 4

Omzetting

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 5

Slotbepalingen

Dit artikel behoeft geen commentaar.

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

L'article 229, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, est complété par un point 2°bis rédigé comme suit:

"2°bis.

I. 1. Aux fins de l'impôt sur les sociétés, un établissement belge est réputé exister dès lors qu'il existe une présence numérique significative par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. Une présence numérique significative est réputée exister sur le territoire national au cours d'une période d'imposition si l'activité exercée par son intermédiaire consiste, en tout ou en partie, en la fourniture de services numériques par l'intermédiaire d'une interface numérique, définie comme tout logiciel, y compris un site internet ou une partie de celui-ci, et toute application, y compris les applications mobiles, accessibles par les utilisateurs, et qu'une ou plusieurs des conditions suivantes sont remplies en ce qui concerne la fourniture de ces services par l'entité exerçant cette activité, considérée conjointement avec la fourniture de tels services par l'intermédiaire d'une interface numérique par chacune des entreprises associées de cette entité au niveau consolidé:

a) la part du total des produits tirés au cours de cette période d'imposition et résultant de la fourniture de ces services numériques à des utilisateurs situés sur le territoire national au cours de cette période d'imposition est supérieure à 7 000 000 euros;

b) le nombre d'utilisateurs de l'un ou de plusieurs de ces services numériques qui sont situés sur le territoire national membre au cours de cette période imposable est supérieur à 100 000;

c) le nombre de contrats commerciaux pour la fourniture de tels services numériques qui sont conclus au cours de cette période d'imposition par des utilisateurs sur le territoire national est supérieur à 3 000.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 229, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wordt aangevuld met een bepaling onder 2°bis, luidende:

"2°bis.

I. 1. Voor de toepassing van de vennootschapsbelasting wordt een Belgische inrichting geacht te bestaan indien er sprake is van een aanmerkelijke digitale aanwezigheid door middel waarvan een onderneming geheel of gedeeltelijk wordt gedreven.

2. Er wordt geacht sprake te zijn van een "aanmerkelijke digitale aanwezigheid" op het nationale grondgebied in een belastingtijdvak indien de door middel daarvan gedreven onderneming geheel of gedeeltelijk bestaat in de levering van digitale diensten via een digitale interface – gedefinieerd als software, met inbegrip van een website of een deel daarvan en applicaties, inclusief mobiele applicaties, toegankelijk voor gebruikers – en ten aanzien van de levering van deze diensten door de entiteit die die onderneming drijft, samen met alle dergelijke diensten via een digitale interface van elke met die entiteit verbonden onderneming, aan een of meer van de volgende voorwaarden is voldaan:

a) het aandeel in de totale inkomsten die in dat belastingtijdvak zijn verworven uit de levering van deze digitale diensten aan de gebruikers die zich in dat belastingtijdvak op het nationale grondgebied bevinden, is hoger dan 7 000 000 euro;

b) het aantal gebruikers van één of meer van deze digitale diensten die zich in dat belastingtijdvak op het nationale grondgebied bevinden, is hoger dan 100 000;

c) het aantal zakelijke overeenkomsten voor de levering van een dergelijke digitale dienst dat wordt gesloten in dat belastingtijdvak door gebruikers die zich op het nationale grondgebied bevinden, is hoger dan 3 000.

3. En ce qui concerne l'utilisation des services numériques, un utilisateur est réputé être situé sur le territoire national au cours d'une période d'imposition si l'utilisateur utilise un appareil sur le territoire national au cours de cette période d'imposition pour accéder à l'interface numérique par l'intermédiaire de laquelle les services numériques sont fournis. Ces derniers sont définis comme services fournis sur l'internet ou sur un réseau électronique et dont la nature rend la prestation largement automatisée, accompagnée d'une intervention humaine minimale, et impossible à assurer en l'absence de technologie de l'information.

4. En ce qui concerne la conclusion de contrats portant sur la fourniture de services numériques:

a) un contrat est considéré comme un contrat commercial si l'utilisateur conclut le contrat au cours de l'exercice d'une activité;

b) un utilisateur est réputé être situé sur le territoire national au cours d'une période d'imposition si l'utilisateur est résident aux fins de l'impôt sur les sociétés sur le territoire national au cours de cette période d'imposition ou si l'utilisateur est résident aux fins de l'impôt sur les sociétés dans un pays tiers mais dispose d'un établissement belge sur le territoire national au cours de cette période d'imposition.

5. L'État dans lequel l'appareil de l'utilisateur est utilisé est déterminé en fonction de l'adresse IP de l'appareil ou, si elle est plus précise, de toute autre méthode de géolocalisation.

6. La part du total des produits mentionnée au point 3, a), est déterminée par rapport au nombre de fois où ces appareils sont utilisés au cours de cette période d'imposition par des utilisateurs situés n'importe où dans le monde pour accéder à l'interface numérique par l'intermédiaire de laquelle les services numériques sont fournis.

II. 1. Les bénéfices qui sont attribuables à une présence numérique significative ou au regard d'une présence numérique significative sur le territoire national sont imposables à l'impôt des non-résidents.

2. Les bénéfices attribuables à la présence numérique significative ou au regard de la présence numérique significative sont ceux que la présence numérique aurait réalisés s'il s'était agi d'une entreprise distincte et indépendante exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues, en particulier dans ses opérations internes avec d'autres parties de l'entreprise, compte tenu des fonctions

3. Wat het gebruik van digitale diensten betreft, wordt een gebruiker geacht zich in een belastingtijdvak op het nationale grondgebied te bevinden indien hij in dat belastingtijdvak op het nationale grondgebied een toestel of apparaat gebruikt om toegang te krijgen tot de digitale interface door middel waarvan de digitale diensten worden verleend. Die laatste worden gedefinieerd als diensten die via het internet of een elektronisch netwerk worden geleverd en waarvan de levering wegens de aard van de dienst grotendeels geautomatiseerd en met minimale menselijke interventie gebeurt, en onmogelijk is zonder de aanwezigheid van informatietechnologie.

4. Wat het sluiten van overeenkomsten voor de levering van digitale diensten betreft:

a) geldt een overeenkomst als een zakelijke overeenkomst indien de gebruiker de overeenkomst sluit in het kader van het drijven van een onderneming;

b) wordt een gebruiker geacht zich in een belastingtijdvak op het nationale grondgebied te bevinden indien hij voor de vennootschapsbelasting in dat belastingtijdvak op dat nationale grondgebied verblijft of indien hij voor de vennootschapsbelasting in dat belastingtijdvak inwoner is van een derde land maar een Belgische inrichting heeft op dat nationale grondgebied.

5. De Staat waar een toestel of apparaat van een gebruiker wordt gebruikt, wordt bepaald aan de hand van het internetprotocoladres (IP-adres) van het toestel of apparaat of, indien nauwkeuriger, een andere methode van plaatsbepaling.

6. Het aandeel in de totale inkomsten als bedoeld in punt 3, a), wordt bepaald in verhouding tot het aantal keren dat toestellen of apparaten in dat belastingtijdvak door gebruikers die zich om het even waar ter wereld bevinden, worden gebruikt om toegang te krijgen tot de digitale interface door middel waarvan de digitale diensten worden geleverd.

II. 1. De winsten die toerekenbaar zijn aan of verband houden met een aanmerkelijke digitale aanwezigheid op het nationale grondgebied, zijn belastbaar in het kader van de belasting van niet-inwoners.

2. De winsten die toerekenbaar zijn aan of verband houden met de aanmerkelijke digitale aanwezigheid, zijn die welke de digitale aanwezigheid zou hebben behaald indien deze een afzonderlijke en onafhankelijke onderneming was geweest die dezelfde of soortgelijke activiteiten had verricht onder dezelfde of soortgelijke omstandigheden, met name in haar handelingen met andere onderdelen van de onderneming, rekening

exercées, des actifs utilisés et des risques assumés, par l'intermédiaire d'une interface numérique.

3. Aux fins du point 2, la détermination des bénéfices attribuables à la présence numérique significative ou au regard de la présence numérique significative repose sur une analyse fonctionnelle. Afin de déterminer les fonctions de la présence numérique significative et de lui attribuer la propriété économique des actifs et les risques, les activités économiquement significatives exercées par cette présence par l'intermédiaire d'une interface numérique sont prises en considération. Pour ce faire, les activités réalisées par l'entreprise par l'intermédiaire d'une interface numérique en relation avec des données ou des utilisateurs sont considérées comme des activités économiquement significatives de la présence numérique significative qui attribuent les risques et la propriété économique des actifs à cette présence.

4. Lors de la détermination des bénéfices attribuables conformément au point 2, il est dûment tenu compte des activités économiquement significatives exercées par la présence numérique significative qui sont pertinentes pour le développement, l'amélioration, la maintenance, la protection et l'exploitation des actifs incorporels de l'entreprise.

5. Les activités économiquement significatives exercées par la présence numérique significative par l'intermédiaire d'une interface numérique comprennent, entre autres, les activités suivantes:

a) la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse, le déploiement et la vente de données au niveau de l'utilisateur;

b) la collecte, le stockage, le traitement et l'affichage du contenu généré par l'utilisateur;

c) la vente d'espaces publicitaires en ligne;

d) la mise à disposition de contenu créé par des tiers sur un marché numérique;

e) la fourniture de tout service numérique non énuméré aux a) à d).

6. Pour déterminer les bénéfices attribuables au titre des 1 à 4, le contribuable utilise la méthode de partage des bénéfices, à moins que le contribuable ne prouve qu'une autre méthode fondée sur des principes acceptés au niveau international est plus adéquate eu égard aux résultats de l'analyse fonctionnelle. Les facteurs de partage peuvent inclure les dépenses engagées

houdend met de uitgeoefende functies, gebruikte activa en gedragen risico's, via een digitale interface.

3. Voor de toepassing van het bepaalde onder punt 2 geschiedt de vaststelling van winsten die toerekenbaar zijn aan of verband houden met de aanmerkelijke digitale aanwezigheid, op basis van een functionele analyse. Teneinde de functies van de aanmerkelijke digitale aanwezigheid te bepalen en de economische eigendom van activa en risico's aan haar toe te rekenen, moet rekening worden gehouden met de economisch wezenlijke activiteiten die door een dergelijke aanwezigheid via een digitale interface worden verricht. Te dien einde worden activiteiten die worden verricht door de onderneming via een digitale interface in verband met data of gebruikers, aangemerkt als economisch wezenlijke activiteiten van de aanmerkelijke digitale aanwezigheid, die risico's en de economische eigendom van activa aan een dergelijke aanwezigheid toedelen.

4. Bij de vaststelling van de toerekenbare winsten overeenkomstig het bepaalde onder punt 2 moet op passende wijze rekening worden gehouden met de economisch wezenlijke activiteiten van de aanmerkelijke digitale aanwezigheid die relevant zijn voor de ontwikkeling, de uitbreiding, het onderhoud, de bescherming en de exploitatie van de immateriële activa van de onderneming.

5. Tot de economisch wezenlijke activiteiten die door de aanmerkelijke digitale aanwezigheid via een digitale interface worden verricht, behoren onder andere de volgende activiteiten:

a) het verzamelen, de opslag, de verwerking, de analyse, het inzetten en de verkoop van data op gebruikersniveau;

b) het verzamelen, de opslag, de verwerking en het vertonen van door gebruikers gegenereerde content;

c) de verkoop van onlineadvertentieruimte;

d) het op een digitale marktplaats beschikbaar stellen van content van derden;

e) de levering van niet onder a) tot en met d) genoemde digitale diensten.

6. Bij de vaststelling van de toerekenbare winsten overeenkomstig het bepaalde onder 1 tot 4 gebruiken belastingplichtigen de profit-splitmethode, tenzij de belastingplichtige aantoont dat gezien de resultaten van de functionele analyse een alternatieve methode op basis van internationaal aanvaarde beginselen beter geschikt is. Mogelijke splitsingsfactoren zijn onder andere de

pour la recherche, le développement et la commercialisation, ainsi que le nombre d'utilisateurs et les données recueillies par État membre.

III. Les données qui peuvent être recueillies auprès des utilisateurs aux fins de l'application du présent article sont limitées aux données indiquant l'État dans lequel se trouvent les utilisateurs, sans permettre l'identification de l'utilisateur.”.

Art. 3

Les données qui peuvent être recueillies auprès des utilisateurs aux fins de l'application de la présente directive sont limitées aux données indiquant l'État membre dans lequel se trouvent les utilisateurs, sans permettre l'identification de l'utilisateur.

Art. 4

Lorsque le gouvernement négocie aux fins de conclure ou de modifier une convention préventive de la double imposition, il informe la Commission européenne des mesures prises afin de se conformer à la recommandation de la Commission du 21 mars 2018 relative à l'imposition des sociétés ayant une présence numérique significative.

Art. 5

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

24 juin 2019

Vanessa MATZ (cdH)

kosten voor onderzoek, ontwikkeling en marketing, en het aantal gebruikers en de verzamelde data per land.

III. De data die met het oog op de toepassing van dit artikel bij de gebruikers kunnen worden verzameld, zijn beperkt tot data die uitsluitel geven over de Staat waar de gebruiker zich bevindt zonder dat zijn identiteit kan worden bepaald.”.

Art. 3

De data die met het oog op de toepassing van deze wet bij de gebruikers kunnen worden verzameld, zijn beperkt tot data die uitsluitel geven over de Staat waar de gebruiker zich bevindt zonder dat zijn identiteit kan worden bepaald.

Art. 4

Wanneer de regering onderhandelingen voert om een dubbelbelastingverdrag te sluiten of te wijzigen, stelt zij de Europese Commissie in kennis van de genomen maatregelen om zich te schikken naar de aanbeveling van de Commissie van 21 maart 2018 betreffende de vennootschapsbelasting op een aanmerkelijke digitale aanwezigheid.

Art.5

Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

24 juni 2019